

Drones humanitaires : des outils utiles, une image toxique

Michiel Hofman • Médecins Sans Frontières

Ce sont sans doute les outils technologiques qui cristallisent le plus les fantasmes d'efficacité et les plus grandes ambiguïtés. Entre utilisation civile et militaire, intérêts pas toujours convergents des populations, des ONG et des entreprises, les drones induisent de multiples confusions que Michiel Hofman décrypte pour nous.

Les drones n'ont pas bonne presse. Il existe pourtant de nombreuses applications utiles de cette technologie à des fins humanitaires : une évaluation précise des mouvements de populations ou des données fiables sur les récoltes en vue d'une alerte rapide au risque de famine pourrait être bénéfique dans les zones de conflits et les autres lieux difficiles à atteindre en cas de catastrophe. Les drones pourraient également permettre d'évaluer rapidement les besoins en cas de catastrophe naturelle comme les inondations, les coulées de boue ou les séismes. Ils se présentent sous toutes les formes et dans toutes les tailles, des petits jouets d'intérieur aux imposants véhicules de combat aérien comme le modèle Predator utilisé par les États-Unis dans le cadre de leur programme d'assassinats ciblés. C'est essentiellement l'image du Predator, et non pas la version ludique, qui fait partie intégrante de la réalité quotidienne des personnes vivant en zone de conflit.

Dans les conflits modernes, l'une des raisons qui font que les groupes armés hésitent à autoriser l'accès du personnel humanitaire étranger est la crainte que cette présence étrangère favorise des attaques aériennes. Cette situation n'est pas nouvelle. De fait, les craintes liées à cette nouvelle technologie ont progressé au fil de son développement : des roquettes russes à guidage laser en Tchétchénie dans les années 1990 aux attaques par missiles de croisière en Iraq et au Soudan en 2003 et 2004, puis aux drones de combat actuellement utilisés dans des pays comme la Somalie, le Yémen et le Pakistan.

Des drones militaires commercialisés à des fins humanitaires

Les organisations humanitaires ont également commencé à utiliser des drones. Médecins Sans Frontières (MSF) ne fait pas exception et a expérimenté des drones de petite taille aux fins de surveillance au Liberia pendant l'épidémie d'Ebola et aux Philippines après le passage du typhon Haiyan. En Papouasie-Nouvelle-Guinée¹, MSF a utilisé des drones afin de transporter des échantillons de sang depuis les villages isolés. Soulignons que ces contextes sont éloignés de la zone de déploiement des terribles drones Predator, que la technologie utilisée est de taille réduite, économique et inadaptée à un usage militaire et que le déploiement se fait le plus souvent en toute discrétion.

La situation a évolué en 2015, lorsque MSF a commencé ses opérations de recherche et de sauvetage (SAR) en Méditerranée pour faire face au nombre élevé de migrants périssant lors de la

¹ Médecins Sans Frontières, "Innovating to fight tuberculosis in Papua New Guinea", 14 novembre 2014, www.doctorswithoutborders.org/what-we-do/news-stories/news/innovating-fight-tuberculosis-papua-new-guinea

HUMANITARIAN ALTERNATIVES

périlleuse traversée entre l’Afrique du Nord et l’Europe. De manière inattendue, imprévue et indésirable, le nom de MSF et son logo ont été associés à la collecte de renseignements militaires pour la mission militaire de Recherche et de destruction (SAD) menée par l’Union européenne contre les passeurs. Dans le même temps, le nom et le logo de MSF ont été utilisés pour commercialiser des drones militaires auprès d’une clientèle humanitaire. Cette évolution n’était pas volontaire : MSF s’est initialement engagée dans le sauvetage en mer (qui ne fait pas partie des domaines d’expertise classiques d’une organisation médicale) en s’associant avec une organisation de recherche et de sauvetage existante, assumant uniquement la responsabilité des services médicaux une fois que les migrants se trouvaient en sécurité à bord. L’organisation partenaire, Migrant Offshore Assistance Station (MOAS) utilisait des drones pour localiser les bateaux de migrants à la dérive, en partenariat avec le fabricant de drones militaires Schiebel, dont la participation visait clairement à améliorer l’image des drones : « Vous savez, beaucoup de personnes sont extrêmement contrariées lorsqu’elles entendent parler de drones, parce qu’on dit souvent que les drones tuent. Nous souhaitons faire évoluer cette dynamique », affirmait Chris Catrambone, fondateur de MOAS.

C’est également un drone Schiebel (le même modèle que celui utilisé par MOAS) qui a été abattu par l’armée libyenne en janvier 2015². Ce drone de surveillance Schiebel S-100, pudiquement appelé Camcopter, avait en effet été placé sous contrôle du fait de sa capacité à être facilement transformé en drone lance-missiles. Ce Camcopter est l’un des drones les plus utilisés au monde, notamment par au moins 11 armées. Au départ, le site Internet de MOAS affichait fièrement le partenariat avec MSF à côté du logo de Schiebel et d’une compagnie pétrolière maritime, désignés comme « parrains » de MOAS. Cela a ensuite été rectifié. Cependant, MOAS a également utilisé ce nouveau partenariat pour promouvoir son association avec le fabricant de drones. En mars 2018, le fondateur de MOAS, qui possède une société d’assurance/de gestion des risques/de renseignement appelée Tangiers³, basée à Malte, a publié un article intitulé « Humanitarian drones: Bots without borders » sur son blog consacré à MOAS⁴. À ce stade, l’histoire aurait pu se limiter à un fâcheux malentendu, le site Internet annonçant le parrainage conjoint de Schiebel et MSF ayant été rapidement retiré. En outre, après en avoir discuté avec MOAS, MSF s’est formellement dissociée du volet « drones » d’un partenariat, par ailleurs mutuellement bénéfique. L’affaire allait cependant prendre une tout autre tournure.

Alors que les activités de MOAS/MSF étaient lancées publiquement en présence de la presse à l’occasion du premier départ d’une opération de sauvetage conjointe, certains médias italiens et britanniques ont révélé que les données du drone MOAS/MSF étaient transmises aux forces de l’ordre italiennes afin de permettre l’identification des passeurs⁵. Quelques semaines plus tard, après plusieurs noyades en masse fort médiatisées, l’Union européenne a organisé une réunion de crise afin d’évoquer les actions possibles. L’UE a finalement opté pour une solution militaire et adopté une politique de dissuasion associant une capacité militaire de « Recherche et de sauvetage » accrue à une campagne militaire de « Recherche et de destruction ». Les données issues des opérations de surveillance et de sauvetage étaient recueillies en vue d’attaquer les

² Dylan Malyasov, “Austrian-made UAV Schiebel Camcopter S-100 shot down in Libya”, Defence Blog, 15 janvier 2015, <https://defence-blog.com/news/austrian-made-uav-schiebel-camcopter-s-100-shot-down-in-libya.html>

³ www.tangiersgroup.com

⁴ Christopher Catrambone, “Humanitarian drones: Bots without borders”, 17 mars 2018, www.christophercatrambone.com/humanitarian-drones-bots-without-borders

⁵ Hannah Roberts, “Drones help trap Mediterranean smuggler for the first time: Police arrest suspected people trafficker after images showed him at helm of boat carrying migrants”, MailOnline, 6 mai 2015, www.dailymail.co.uk/news/article-3070890/Drones-help-trap-Mediterranean-smuggler-time-Police-arrest-suspected-people-trafficker-images-showed-helm-boat-carrying-migrants.html

HUMANITARIAN ALTERNATIVES

passeurs et leurs bateaux. Cette décision impliquait que les données transmises aux autorités italiennes pouvaient désormais être considérées comme des renseignements militaires. La militarisation des opérations de recherche et de sauvetage en Méditerranée a malheureusement fait de MSF la première grande organisation humanitaire internationale à être associée à un système de drones militaires dans une zone militaire. Le partenariat entre MSF et MOAS a pris fin en septembre 2015 lorsque le navire *Phoenix* a été redéployé en mer d'Andaman, en Asie du Sud-Est. Toujours pragmatique, MSF s'est cependant réengagée avec le *Phoenix* en 2018, louant le navire pour une opération de recherche et de sauvetage menée par MSF, cette fois-ci sans l'équipe de MOAS et son fameux drone.

Les Nations unies déploient des drones militaro-humanitaires en RDC

Depuis décembre 2013, la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (Monusco) utilise des Véhicules aériens sans pilote (UAV) pour recueillir des renseignements militaires. C'est la deuxième fois que les Nations unies utilisent cette technologie dans le cadre d'une opération de maintien de la paix. Après des essais plus discrets menés en Côte d'Ivoire en 2011, les Nations unies ont lancé les drones de la Monusco lors d'une présentation à la presse menée à Goma par Hervé Ladsous, secrétaire général adjoint des Nations unies aux opérations de maintien de la paix. Celui-ci posait fièrement à côté de drones blancs flambant neufs portant le logo de l'ONU sur le tarmac de l'aéroport de Goma. Une fois passé le battage initial lié au lancement, les premiers essais n'ont pas été concluants et un drone (de fabrication italienne) s'est écrasé sans autre cérémonie à proximité de la piste d'atterrissage de Goma six semaines plus tard⁶, suivi par un second crash au nord de la ville neuf mois plus tard⁷.

En juillet 2014, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH) en a appelé à l'ensemble des organismes humanitaires présents à Goma pour évoquer la possibilité d'utiliser ces drones aux fins de surveillance humanitaire. La proposition du BCAH concernant l'utilisation des drones a été présentée comme une possibilité pour les organismes humanitaires de recueillir des informations sur des problématiques humanitaires telles que les déplacements de populations. Cette mission pouvait être menée parallèlement à l'objectif premier de l'« UAV » (les documents officiels des Nations unies évitent soigneusement le terme de « drone »), à savoir la collecte de renseignements militaires destinés aux forces onusiennes et à l'armée congolaise. Le coût de ce drone, évalué à 15 millions de dollars US par an, posait cependant problème, les Nations unies s'attendant à ce que les agences d'aide « reprennent » une partie de cette dépense, ce qui signifiait que les ONG devaient verser de l'argent aux Nations unies pour pouvoir utiliser le drone.

Cette confusion entre usage humanitaire et militaire est particulièrement problématique en RDC, qui est le seul pays dans lequel les forces de maintien de la paix des Nations unies disposent officiellement d'un mandat offensif depuis la mise en place d'une « brigade d'intervention » en 2013. La résolution du Conseil de sécurité des Nations unies autorisant cette force lui donne explicitement le mandat de « neutraliser et désarmer » les groupes s'opposant à l'autorité de l'État⁸. Conscient de ce conflit d'intérêts manifeste, le BCAH a publié un « document

⁶ « RDC : crash d'un drone de la Monusco à Goma », Jeune Afrique, 15 janvier 2014, www.jeuneafrique.com/166206/politique/rdc-crash-d-un-drone-de-la-monusco-goma

⁷ « Crash d'un deuxième drone de la Monusco à Goma », France 24, 21 octobre 2014, <http://observers.france24.com/fr/20141021-crash-drone-monusco-goma-rdcongo-surveillance>

⁸ « 'Intervention Brigade' authorized as Security Council Grants Mandate Renewal for United Nations Mission in Democratic Republic of Congo », United Nations, 28 mars 2013, www.un.org/press/en/2013/sc10964.doc.htm

HUMANITARIAN ALTERNATIVES

d'orientation spécial⁹ » avant de contacter ses partenaires humanitaires afin de clarifier sa position, obtenant exactement l'effet inverse. Ce document contient à la fois des arguments favorables et défavorables à l'utilisation de drones dans les situations de conflit :

« L'anxiété au sein de la population est particulièrement élevée dans les situations où les drones mènent également des attaques et où la population ne parvient pas nécessairement à faire la différence entre les drones armés et non armés. Par exemple, de sérieuses préoccupations ont été soulevées quant à l'impact plus large des UAV militaires dans des pays comme le Pakistan, où les familles gardent les enfants à la maison au lieu de les envoyer à l'école et où les activités religieuses et culturelles sont perturbées en raison de l'anxiété liée à la présence d'UAV militaires et de la crainte d'attaques. Dans de tels contextes, la mise en place d'UAV supplémentaires, même à des fins humanitaires, peut causer plus de mal que de bien¹⁰. »

Cet argument convaincant contre le double usage militaire et humanitaire des drones est remis en question dans la section suivante consacrée à l'utilisation des drones dans les opérations de maintien de la paix des Nations unies, sans doute pour faire de la situation en RDC une exception :

« Des discussions ont déjà été menées en vue d'élargir l'utilisation d'UAV à d'autres missions des Nations unies, y compris en Côte d'Ivoire, au Soudan et au Soudan du Sud. On pourrait même reprocher aux organisations humanitaires qui rejettent par principe les capacités des UAV militaires de ne pas tirer profit d'une technologie capable de sauver des vies. [...] On pourrait un jour considérer le choix de ne pas avoir recours aux drones comme une infraction au droit international humanitaire, toutes les mesures visant à protéger les civils n'ayant pas été prises, et documenter ces infractions. »

La réaction des organismes humanitaires présents était prévisible, mais pertinente : ils ont exprimé d'importantes préoccupations quant à l'association d'objectifs militaires et d'opérations d'aide humanitaire. Comment un agriculteur congolais vivant dans un village isolé saurait-il quand un drone des Nations unies vient recueillir des renseignements militaires et quand il est exploité à des fins humanitaires ? Comment les groupes rebelles armés, auxquels nous demandons de ne pas entraver l'accès des humanitaires, pourraient-ils continuer à faire confiance aux organismes humanitaires si les évaluations humanitaires sont menées parallèlement à la surveillance militaire ? Les organismes humanitaires ont senti que la confusion atteignait un autre niveau avec l'entrée en scène de ce drone humanitaro-militaire blanc portant le logo de l'ONU. Dans un contexte où il est déjà difficile de faire la différence entre les ressources militaires des Nations unies engagées dans des actions d'offensive militaire et les ressources humanitaires des Nations unies utilisées dans le cadre de missions humanitaires, l'association de renseignements militaires et d'opérations de surveillance humanitaire à une technologie souffrant d'un sérieux problème d'image allait trop loin. Le collectif d'organismes humanitaires a exprimé son désaccord et le BCAH a dû renoncer à sa tentative d'obtenir un cofinancement du secteur humanitaire pour un drone militaire.

⁹ BCAH, Unmanned Aerial Vehicles in Humanitarian Response, document d'orientation spécial, série Politiques et études, n° 10, juin 2014,

www.unocha.org/sites/unocha/files/Unmanned%20Aerial%20Vehicles%20in%20Humanitarian%20Response%20OCHA%20July%202014.pdf

¹⁰ Ibid., p. 13-14.

HUMANITARIAN ALTERNATIVES**Des drones petits et grands dans chacun des camps de la « guerre contre la terreur »**

Les drones Predator américains, machines de la taille d'un petit avion utilisées dans le cadre du « programme d'assassinats ciblés » lié à la « guerre contre la terreur » lancée après les attentats du 11 septembre 2001 à New York cristallisent l'image négative des drones. Au Pakistan, en particulier, le nombre de morts liés à leur déploiement quasiment continu est considérable : sous la présidence Obama, 542 frappes de ce type ont été autorisées, tuant environ 4 000 personnes, dont 300 identifiées comme des civils¹¹. En conséquence de cette exposition prolongée, la simple présence d'un drone crée un climat de crainte et de suspicion. Ce phénomène est décrit dans le récit glaçant d'un ancien journaliste du *New York Times* qui a été retenu en captivité dans les régions tribales où ont lieu la plupart des frappes de drones américains au Pakistan : « Les drones étaient terrifiants. Depuis le sol, il est impossible de savoir quelle personne ou quelle structure ils surveillent. Le bourdonnement d'une lointaine hélice est le rappel constant d'une mort imminente¹². » Les humanitaires n'utiliseront probablement jamais ces terrifiants drones Predator (prédateur) ou Reaper (faucheuse), dont la vision et le bruit génèrent de telles craintes, limitant pour l'instant l'utilisation de cette technologie aux versions ludiques de plus petite taille, principalement en dehors des zones de conflit.

Cependant, ces petites machines perdent rapidement de leur innocence elles aussi, car elles sont facilement accessibles non seulement pour les organismes humanitaires, mais également pour les groupes armés non étatiques qui n'ont pas accès aux versions plus sophistiquées. L'État islamique (EI) a réussi à déployer de petits drones domestiques équipés de grenades au cours des offensives menées par les États-Unis à Mossoul et à Raqqa en 2017¹³. Certaines informations suggèrent même que Boko Haram a réussi à déployer un drone de petite taille dans la région du lac Tchad¹⁴.

L'image d'organisations humanitaires comme MSF apparaît donc particulièrement vulnérable. Très rapidement, le Camcopter de recherche et de sauvetage de taille moyenne installé sur le navire de MOAS/MSF a acquis la réputation d'être un drone militaire déployé pour traquer et anéantir les passeurs. Le fait que MSF n'ait pas financé le drone, que le logo de MSF ait été retiré de la page Internet de Schiebel /MOAS et que MSF ne fournisse elle-même aucune information aux autorités militaires ne signifie rien si les personnes au sol ne peuvent plus faire la différence entre un drone destiné à aider et un autre destiné à attaquer. Le fait que tous les organismes humanitaires présents en RDC aient rejeté le double usage militaro-humanitaire du drone de la Monusco ne signifie rien non plus si les groupes armés commencent à considérer les humanitaires comme des espions dans le ciel.

Ces associations négatives avec les drones en RDC et dans la Méditerranée illustrent les dangers de l'utilisation de cette technologie par les humanitaires, en particulier dans les zones de conflit. MSF et d'autres ont utilisé cette technologie, généralement de petits dispositifs portables en dehors des zones de conflit. Il est évident que les drones peuvent être très utiles et qu'il peut être

¹¹ Anna Diakun, "Harm to governmental transparency", in Ray Acheson, Matthew Bolton, Elizabeth Minor et Allison Pytlak (dir.), *The Humanitarian Impact of Drones*, Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté et International Disarmament Institute de l'Université Pace, octobre 2017, p. 70.

¹² International Human Rights and Conflict Resolution Clinic (IHRCRC), *Living Under Drones: Death, Injury and Trauma to Civilians from US Drone Practices in Pakistan*, Faculté de droit de Stanford et Global Justice Clinic de la Faculté de droit de l'Université de New York, 2012, p. 80, <http://www-cdn.law.stanford.edu/wp-content/uploads/2015/07/Stanford-NYU-LIVING-UNDER-DRONES.pdf>

¹³ "ISIS drones are attacking U.S. troops and disrupting airstrikes in Raqqa, officials say", *The Washington Post*, 14 juin 2017, www.washingtonpost.com/news/checkpoint/wp/2017/06/14/isis-drones-are-attacking-u-s-troops-and-disrupting-airstrikes-in-raqqa-officials-say/?noredirect=on&utm_term=.6d1b483868c6 ; "Guess who has drones now? ISIS. And it disrupts the plans of the world's most powerful military", *Vox*, 30 mai 2017, www.vox.com/world/2017/5/30/15686240/drones-isis-iraq-syria

¹⁴ "Boko Haram terrorists now using drones in Nigeria and Cameroon", *The Nigerian Voice*, 4 septembre 2017, www.thenigerianvoice.com/news/256790/boko-haram-terrorists-now-using-drones-in-nigeria-and-camero.html

justifié de les utiliser pour faire face à des catastrophes naturelles en dehors des zones de guerre. En revanche, leur image est peut-être trop négative pour une utilisation humanitaire dans les zones de conflit.

Traduit de l'anglais par Sophie Jeangeorges

Biographie • Michiel Hofman

Il a effectué des missions de terrain pour MSF entre 1993 et 1998, travaillant en tant que coordinateur d'urgence et chef de mission au Liberia, en RDC, en Bosnie, au Burundi, au Sri Lanka, au Brésil, au Soudan du Sud et au Kosovo, reprenant sa carrière de journaliste pigiste entre deux missions. Entre 1999 et 2001, Michiel a cofondé la Fondation Antares, une organisation néerlandaise à but non lucratif qui aide les ONG locales à fournir un soutien psychosocial au personnel travaillant dans des environnements particulièrement éprouvants. Michiel a réintégré MSF en 2001 en tant que directeur de programme en Russie, directeur des opérations au siège de MSF à Amsterdam, puis représentant de pays pour l'Afghanistan. Depuis 2011, Michiel Hofman travaille en tant que spécialiste principal des questions humanitaires pour MSF. Installé à Belfast, il se consacre à la recherche, à la formation et au soutien opérationnel, ainsi qu'à des publications dans le domaine humanitaire.

Reproduction interdite sans l'accord de la revue Alternatives Humanitaires.

Pour citer cet article : Michiel Hofman, « Drones humanitaires : des outils utiles, une image toxique », Alternatives Humanitaires, n°8, juillet 2018, p. 88-99, <http://alternatives-humanitaires.org/fr/2018/07/04/drones-humanitaires%E2%80%89outils-utiles-image-toxique/>

ISBN de l'article (PDF) : 978-2-37704-385-9